



**l'Assurance
Maladie**
Agir ensemble, protéger chacun

Centre de traitement
informatique
Saint-Etienne

MARCHÉ 01/2025

Règlement de la Consultation

MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE

INSTALLATION D'UNE CENTRALE SOLAIRE PHOTOVOLTAÏQUE EN TOITURE TERRASSE
AVEC RÉFECTION D'ÉTANCHÉITÉ

Marché à Procédure Adaptée (MAPA)

En application de l'article R 2123-1 du décret 2018-1075 du 03.12.2018

Date limite de réception des offres : mercredi 07 mai 2025 – 12h

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – Objet de la consultation	3
1.1 – Objet de la consultation	3
1.2 – Procédure de passation	3
1.3 – Décomposition de la consultation	3
1.4 – Durée du marché – délais d'exécution.....	3
ARTICLE 2 – Conditions de la Consultation.....	3
2.1 – Composition du dossier de Consultation	3
2.3 – Délai de validité des offres	3
2.4 – Modification de détail du dossier de consultation	4
ARTICLE 3 – Offres	4
3.1 – Compétences requises pour soumissionner	4
3.2 – Présentation des candidatures et offres	4
3.3 – Remise des offres	5
ARTICLE 4 – Jugement des offres.....	6
ARTICLE 5– Renseignements complémentaires	6
ARTICLE 6 – Visite de site.....	6

ARTICLE 1 – Objet de la consultation

1.1 – Objet de la consultation

Le présent marché a pour objet la réalisation d'une mission de maîtrise d'œuvre (études et direction des travaux) pour l'installation d'une centrale photovoltaïque en toiture terrasse du CTI Saint-Etienne, avec réfection de l'étanchéité des toitures et installation de bornes de recharge pour véhicules électriques.

La mission est constituée des éléments suivants :

- AVP – Avant projet
- PRO-DCE (inclus DQD) – Projet – Dossier de Consultation des Entreprises (avec Devis Quantitatif Détaillé)
- EXE (limité au VISA) – Exécution
- ACT – Assistance au maître de l'ouvrage pour la passation des contrats de travaux
- DET – Direction de l'exécution des contrats de travaux
- OPC – Ordonnancement, coordination et pilotage du chantier
- AOR – Assistance apportée au maître de l'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement.

Le lieu d'exécution de la prestation de service est situé au 866 rue des Fraisses – 42350 LA TALAUDIERE.

Le montant de l'enveloppe prévisionnelle affectée aux travaux est évalué à 350 000 € HT.

1.2 – Procédure de passation

La présente consultation est lancée sous la forme d'une procédure adaptée conformément aux dispositions de l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de sécurité sociale et des articles L 2123-1, R 2123-1 1°) et R 2172-2 du code de la commande publique

1.3 – Décomposition de la consultation

Le marché de maîtrise d'œuvre, objet de cette procédure adaptée n'est pas alloti. Il s'agit d'un marché global qui ne permet pas de déterminer des prestations distinctes.

1.4 – Durée du marché – délais d'exécution

Le marché débute à la notification du marché et se termine à la fin du délai de garantie de parfait achèvement.

ARTICLE 2 – Conditions de la Consultation

2.1 – Composition du dossier de Consultation

Le dossier de consultation des entreprises est composé des éléments suivants :

- le présent Règlement de la Consultation
- l'Acte d'Engagement (AE)
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)
- le programme technique des travaux
- le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- le cadre de réponse candidature

Les documents sont téléchargeables sur la plateforme achat public : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Afin de pouvoir bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la procédure, en particulier les éventuelles précisions ou modifications apportées au Dossier de Consultation des Entreprises, les candidats sont invités à s'inscrire sur la plateforme. Pour cela, ils doivent renseigner leur nom (raison sociale...), une adresse électronique valide ainsi que le nom d'un correspondant.

2.3 – Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **120 jours** à compter de la date limite de remise des offres.

2.4 – Modification de détail du dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter au plus tard 10 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les concurrents, la date limite ci-dessus est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

ARTICLE 3 – Offres

3.1 – Compétences requises pour soumissionner

L'équipe présentera des compétences en :

- Dimensionnement d'installations photovoltaïques (qualification OPQIBI 2015 ou équivalent ou expériences significatives permettant de juger de cette compétence)
- Ingénierie en électricité courant fort (qualification OPQIBI 1419 et 1420 ou équivalent ou expériences significatives permettant de juger de cette compétence)
- Économiste de la construction
- Architecture (DPLG, DE ou équivalent) pour la prise en charge des déclarations d'urbanisme
- Structure béton pour vérifier la capacité portante de la dalle béton (prestation pouvant être portée en co-traitance ou sous-traitance)
- Maîtrise d'œuvre en désamiantage : la présentation de la Qualification 0902 ou Attestation de formation équivalente ou expériences significatives permettant de juger de cette compétence est demandée si le périmètre du projet est impacté par la présence de matériaux amiantés
- OPC pour l'organisation et le pilotage du chantier.

Pour toutes les compétences listées ci-dessus, les entités et personnes en charge du projet devront être clairement identifiables et désignées.

L'équipe présentera des expériences sur des projets d'installations photovoltaïques en ombrières et avec une maîtrise d'ouvrage publique.

Cette équipe se verra confier une mission de base avec EXE limité au VISA + OPC + suivi et gestion des déchets de chantier.

3.2 – Présentation des candidatures et offres

Les propositions doivent être obligatoirement rédigées en langue française et exprimées en euros.

Si des documents en langue étrangère sont fournis, ceux-ci devront être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original.

Pour les entreprises et sociétés nouvellement créées, les candidats pourront fournir, comme « preuve par équivalence », tous les éléments susceptibles de permettre d'apprécier leurs moyens (humains, techniques, financiers) pour assurer les prestations.

Le pouvoir adjudicateur appréciera le caractère suffisant ou non des documents présentés.

Documents à produire pour la candidature (par voie électronique exclusivement)

Soit par DUME :

- Uniquement la partie IV – α « indication globale pour tous les critères de sélection »
- la partie IV - B 1a) : chiffre d'affaires annuel « général » des 3 derniers exercices,
- la partie IV - C 1b) : les prestations principales de même nature réalisées sur les 3 dernières années. Cette liste peut être complétée par l'expérience datant de plus de 3 ans,
- la partie IV - C8) : les effectifs moyens annuels et le nombre de cadres pendant les 3 dernières années.

Soit par les formulaires DC1 et DC2

Afin d'optimiser la transparence d'analyse de l'ensemble des candidatures, et dans un souci d'égalité de traitement entre les soumissionnaires, il est fortement apprécié et recommandé aux postulants d'utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat), dernière mise à jour en vigueur, pour présenter leur candidature.

Ces documents sont disponibles gratuitement à l'adresse électronique suivante :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Avant de procéder à l'examen des candidatures, si l'on constate que des pièces visées ci-dessus sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai qui ne saurait être supérieur à 10 jours.

Documents à produire pour l'offre (par voie électronique exclusivement)

- Un projet d'acte d'engagement faisant apparaître la Décomposition du prix par éléments de mission et par cotraitant le cas échéant
- L'Attestation de visite
- Une note méthodologique portant sur les dispositions qui détaillera :
 - les moyens humains que le candidat compte mettre en place pour assurer la mission ;
 - la méthodologie adoptée pour la réalisation des prestations ; à compléter le cas échéant selon les attentes
 - les délais de réalisation

Cette note méthodologique doit permettre d'apprécier la fiabilité de l'offre et l'adéquation au marché des solutions proposées.

Déclaration de sous-traitance au stade de l'offre

Si le candidat souhaite déclarer un sous-traitant au moment du dépôt de l'offre, le candidat fournit au pouvoir adjudicateur une déclaration (ou formulaire DC4) mentionnant :

- la nature des prestations sous-traitées ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant.

Il remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Cette déclaration sera annexée à l'acte d'engagement du marché.

3.3 – Remise des offres

La date limite de réception des offres est fixée au :

Mercredi 07 mai 2025 – 12h00

Les candidatures et offres devront être remises exclusivement sur la plateforme de dématérialisation des marchés publics de l'état (PLACE) à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>
Tout dépôt sur une plateforme de dématérialisation, sur un site internet ou sur une adresse électronique autre sera nul et non avenu.

Il est précisé que la signature électronique des pièces de l'offre n'est pas exigée au stade de la réponse à la consultation.

Dans le cas de candidatures groupées, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

Tout fichier constitutif de la candidature et de l'offre devra être traité préalablement à l'anti-virus.

Tout document électronique envoyé par un candidat dans lequel un virus informatique est détecté par l'acheteur public fera l'objet d'un archivage de sécurité sans lecture dudit document. Ce document est dès lors réputé n'avoir jamais été reçu.

Afin de prendre en considération les aléas dans la transmission électronique, conformément aux dispositions l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde, lorsqu'un pli a été transmis par voie électronique, mais n'est pas parvenue au CTI Saint-

Etienne dans le délai imparti, il sera procédé à l'ouverture de la copie de sauvegarde sous réserve que celle-ci lui soit parvenue dans le délai de remise des plis.

ARTICLE 4 – Jugement des offres

Le choix de l'entreprise sera effectué en tenant compte uniquement des offres remises par les concurrents avant la date limite fixée.

Le choix tiendra compte de l'offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

Critère 1 : VALEUR TECHNIQUE : 70 %

décomposée comme suit :

1. Moyens et organisation de l'équipe dédiée au projet – 15 points
 - Moyens humains et techniques proposés par l'équipe de maîtrise d'œuvre avec une présentation détaillée des profils, qualifications, compétences, expériences et rôles des intervenants),
 - Organisation et fonctionnement de l'équipe
2. Méthodologie de travail de l'équipe – 20 points
 - Avec les différents acteurs du projet et en particulier avec la maîtrise d'ouvrage
 - Pour réaliser les études (au-delà d'une paraphrase de la Loi MOP)
3. Compréhension des enjeux et contraintes du programme – 20 points
 - Réponse du candidat aux enjeux, ambitions et contraintes d'un point de vue architectural technique, et de la future exploitation – maintenance
4. Délais et Budget – 15 points
 - Méthodologie proposée pour respecter l'enveloppe budgétaire allouée au projet et en particulier les outils utilisés pour maîtriser les coûts de l'opération.
 - Méthodologie proposée pour le pilotage temporel du projet : le candidat devra fournir un exemple-type de planning d'opération permettant de juger sa capacité à conduire et à suivre dans le temps le projet.

Critère 2 : PRIX

Proposition financière : 30 %

Les offres inappropriées ainsi que les offres irrégulières ou inacceptables sont éliminées.

Une offre irrégulière est une offre qui, tout en apportant une réponse au besoin du pouvoir adjudicateur, est incomplète ou ne respecte pas les exigences formulées dans l'avis d'appel public à la concurrence ou dans les documents de la consultation.

Une offre est inacceptable si les conditions prévues pour son exécution méconnaissent la législation en vigueur, ou si les crédits budgétaires alloués au marché après évaluation du besoin à satisfaire ne permettent pas au pouvoir adjudicateur de la financer.

Est inappropriée une offre qui apporte une réponse sans rapport avec le besoin du pouvoir adjudicateur et qui peut être assimilée à une absence d'offre.

ARTICLE 5– Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats ont la possibilité de poser des questions (d'ordre administratif et technique).

Ils le feront obligatoirement par la voie électronique via l'application sur le site Module « Poser une Question » à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr> (250 caractères maximum).

Les questions posées sont automatiquement enregistrées, un message de confirmation indiquant que la question a bien été posée sera envoyé à la Société qui a déposé la demande et sera ensuite transmise au CTI qui la traite.

Une réponse aux questions des candidats sera apportée dans les 3 jours ouvrés.

ARTICLE 6 – Visite de site

Les candidats devront obligatoirement effectuer une visite des lieux avant la remise de leur offre. Lors de cette visite une attestation leur sera remise. Les candidats souhaitant soumissionner devront remettre cette attestation dans le cadre de leur offre.

Les candidats qui ne seront pas venus à cette visite du site verront leur offre déclarée irrégulière et donc éliminée.

Les sociétés confirmeront leur venue par mail, à l'adresse suivante :
marches.publics.cti-saint-etienne@assurance-maladie.fr

Les dates des visites programmées :

- Mardi 15 avril 2025 – 9h00
- Mardi 22 avril 2025 – 14h00
- Mardi 06 mai 2025 – 10h00